

**EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET 2023**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
LES COMPTES ANNUELS**

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ÉTABLISSEMENTS  
SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS  
-A.G.E.S.Ca.L.  
Collège et Lycée privés SAINTE URSULE  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

**5, Place du Petit Champ de Foire  
LUCON (Vendée)**

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ÉTABLISSEMENTS  
SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS  
-A.G.E.S.C.A.L.  
Collège et Lycée privés SAINTE URSULE  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
5, Place du Petit Champ de Foire  
LUCON (Vendée)**

**Exercice clos le 31 juillet 2023**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**A.G.E.S.C.A.L.**  
**Collège et Lycée privés**  
**SAINTE URSULE**

Exercice clos le 31 juillet 2023

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels

## **Aux membres de l'Association A.G.E.S.C.A.L.,**

### **I. OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre **ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS – A.G.E.S.C.A.L. – Collège et Lycée privés SAINTE URSULE** relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **II. FONDEMENT DE L'OPINION**

---

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> août 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

---

#### **GROUPE Y BOISSEAU**

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes  
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Pays de la Loire - Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique  
Membre indépendant du réseau Nexia International - Membre de l'Association Technique A.T.H.

SAS au capital de 250 000 €  
Siège social : 52 rue Jacques-Yves Cousteau - Bâtiment A - BP 409 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON Cedex - Tél. : 02 51 62 22 01  
RCS LA ROCHE-SUR-YON B 786 443 994 - APE 6920 Z - TVA : FR 24 786 443 994

NIORT - FONTENAY-LE-COMTE - FUTUROSCOPE - LA ROCHE-SUR-YON - LUÇON - NANTES - PARIS - TOURS

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes notamment assurés de la prise en compte et de l'utilisation des subventions d'investissement notifiées au titre de l'exercice, ainsi que de leur correcte comptabilisation.

#### **IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

##### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

#### **V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



## VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

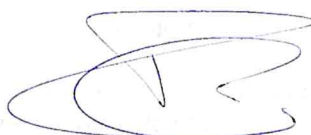
A.G.E.S.Ca.L.  
Collège et Lycée privés  
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2023

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon  
le 21 novembre 2023  
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU  
ROMAIN GRIMAUD

A.G.E.S.Ca.L.  
Collège et Lycée privés  
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2023

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels

## COMPTES ANNUELS

---

A.G.E.S.C.A.L. STE-URSULE

5 Place du petit champ de foire

B.P. :329

85403 LUÇON

BILAN AU 31 JUILLET 2023

		ACTIF		EXERCICE N		NET		EXERCICE N-1		PASSIF		EXERCICE N		EXERCICE N-1	
		BRUT		amort.-provis.				NET							
ACTIF IMMOBILISE	A1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		44 724	-42 966	1 758	2 959	P1		CAPITAUX PROPRES		-18 136	-18 136		
	A2	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		82 740	-82 740	0	0	P2		FONDS DE DOTATION		44 278	42 938		
		GROSSES REPARATIONS A AMORTIR						P3		DOONS ET PARTICIPATIONS DIVERSES		0	0		
	A3	TERRAINS		70 100		70 100	70 100	P5		SUBV INVEST AVEC DROIT DE REPRISE		3 059 331	2 978 696		
	A4	AMENAG. AGENC. INSTAL DES TERRAINS		577 507	-61 359	516 148	535 584	P6		RESULTATS REPORT A NOUVEAU		14 649	80 634		
	A5	CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE		1 205 058	-1 181 580	23 478	26 736	P7		s/s total		3 100 123	3 084 133		
	A6	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI		82 066	-82 066	0	0	P8		SUBVENTIONS		2 988 125	2 799 098		
	A7	INSTALLATIONS TECHNIQUES MAT ET OUTIL		13 459 027	-6 657 208	6 801 818	6 885 391	P9		SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS		-2 137 755	-2 022 358		
A8	IMMOBILISATIONS EN COURS		3 516		3 516	45 763	P10		SUBVENTIONS AU CPT DE RESULTAT		850 370	776 740			
		s/s total		15 524 738	-8 107 918	7 416 819	7 566 533	P11		s/s total		3 950 493	3 860 873		
A9	IMMOBILISATIONS FINANCIERES		39 272		39 272	41 133	P12		TOTAL FONDS PROPRES		59 445	59 445			
A10	PRETS		298		298	298	P13		PROVISIONS		65 898	65 898			
		AUTRES CREANCES IMMOBILISEES						P14		IDR+ DIVERS		59 445	59 445		
		s/s total		39 570		39 570	41 431	P15		TOTAL PROVISIONS		59 445	59 445		
ACTIF CIRCULANT		TOTAL ACTIF IMMOBILISE		15 564 308	-8 107 918	7 456 389	7 607 964	P16		DETTES		4 272 287	4 666 141		
	A11	CREANCES FAMILLES		-3 028	-4 918	-7 946	-489	P17		EMPRUNTS ORGANISMES DE CREDIT		99 668	91 864		
	A12	CREANCES DIVERSES				0	142	P18		DETTES SIACHATS OU PREST. SERVICES		87 853	83 757		
		s/s total		-3 028	-4 918	-7 946	-347	P19		DETTES FISCALES ET SOCIALES					
	A13	DISPONIBILITES						P20		DETTES DIVERSES					
	A14	PLACEMENTS		1 152 118		1 152 118	1 267 422	P21		s/s total		4 459 808	4 841 762		
	A15	BANQUES		108		108	93	P22		PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		158 317	135 256		
	A16	CHEQUES POSTAUX						P23		PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		77 656	74 043		
		CAISSE						P24		CHARGES A PAYER					
REGUL.		s/s total		1 152 226	0	1 152 226	1 267 516	P25		CHARGES A PAYER		5 051 061	5 051 061		
								P26		TOTAL DETTES ET ASSIMILE		21 878	52 173		
	A17	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		37 209		37 209	36 431			Compte d'attente					
	A18	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE													
		PRODUITS A RECEVOIR		89 717		89 717	118 442								
	PRODUITS A RECEVOIR		1 276 125	-4 918	1 271 207	1 422 042									
	TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSI														
	CHARGES A REPARTIR														
	TOTAL DE L'ACTIF		16 840 433	-8 112 837	8 727 596	9 030 006			TOTAL DU PASSIF		8 727 596	9 030 006			



A.G.E.S.C.A.L SAINTE URSULE  
5 Place du petit champ de foire  
85403 LUÇON Cedex

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE AU : 31 JUILLET 2023

poste	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	N-1 2021- 2022	N 2022 - 2023	poste	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	N-1 2021- 2022	N 2022 - 2023
A1	CHARGES DE PERSONNEL	1 194 548	1 229 972	E1	PARTICIPATION DES FAMILLES	604 426	677 199
A2	INTERIMAIRE		9 960	E2	DEMI-PENSION / TICKETS REPAS	709 401	715 455
				E	<b>TOTAL Contribution Familles</b>	<b>1 313 827</b>	<b>1 392 654</b>
A	<b>TOTAL COUTS DE PERSONNEL</b>	<b>1 194 548</b>	<b>1 239 932</b>	F1	PARTICIPATIONS ETAT ET COLLECTIVITES	536 664	554 409
B1	CONSOMMATIONS	486 028	515 777	F2	PARTICIPATION REGION	271 058	306 063
B2	CONSOMMATIONS ACT PEDAGOGIQUE	75 805	209 660	F3	PARTICIPATION DEPARTEMENT	407 184	415 788
B3	AUTRES CHARGES EXTERNES	138 939	199 701	F4	PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	60 948	62 039
B4	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	232 846	241 634	F5	PRODUIT ACT PEDAGOGIQUE	75 805	209 660
B5	AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	30 639	32 673	F	<b>TOTAL Participation et autres produits</b>	<b>1 351 660</b>	<b>1 547 959</b>
B6	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	0	G1	PRODUCTION IMMOBILISEE	433	0
B7	CHARGES FINANCIERES	52 268	52 610	G2	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	16 783	13 622
B8	DOTATIONS AUX AMORT. ET PROV. EXCEPTIO	644 155	637 896	G3	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	10 467	12 944
	<b>TOTAL AUTRES COUTS</b>	<b>1 660 682</b>	<b>1 889 952</b>	G4	PRODUITS FINANCIERS	1 090	2 739
B				G5	REPRISE AMORTISS. ET PROVISIONS	32 247	14 086
				G6	TRANSFERT DE CHARGES		
C	<b>TOTAL CHARGES BRUTES DE FONCT. (A+B)</b>	<b>2 855 230</b>	<b>3 129 884</b>	G7	SUBVENTIONS LIEES AUX INVESTISSEMENTS	205 641	148 007
	CHARGES EXCEPTIONN. ANTERIEURES ET DIVERS			G	<b>TOTAL Autres produits</b>	<b>266 659</b>	<b>191 396</b>
D1	CHARGES EXCEPTIO. SUR OP GESTION	25 836	14 119	H	<b>TOTAL DES PRODUITS DE FONCTION. (E+F+G)</b>	<b>2 932 145</b>	<b>3 132 010</b>
D2	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 273	4 660	I1	PRODUITS EXCEPT. ANTERIEURS ET DIVERS	31 828	31 812
D3	VALEUR COMPTABLE DES ELEMENTS D'ACTIF CEDES		510	I	<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>31 828</b>	<b>31 812</b>
D	<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>28 109</b>	<b>19 288</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE (H+I)</b>	<b>2 963 973</b>	<b>3 163 821</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE (C+D)</b>	<b>2 883 339</b>	<b>3 149 172</b>				
	<b>RESULTAT</b>	<b>80 634</b>	<b>14 649</b>				
	<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>2 963 973</b>	<b>3 163 821</b>		<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>2 963 973</b>	<b>3 163 821</b>

## ANNEXE

## SOMMAIRE

- 1 Informations générales
- 2 Règles et méthodes comptables
- 3 Etat de l'actif immobilisé et des amortissements
- 4 Tableau des fonds associatifs
- 5 Mouvements des subventions et des amortissements
- 6 Tableau des provisions
- 7 Concours publics
- 8 Etat des créances
- 9 Etat des dettes
- 10 Charges à payer - Charges constatées d'avance - Produits à recevoir
- 11 Engagements financiers

## INFORMATIONS GENERALES

Désignation de l'association : AGESCAL STE URSULE

Le total du bilan avant répartition est de 8 727 596 €

Le total du compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste est de 3 163 821 €

Ces comptes font apparaître un Résultat positif de : 14 649 €  
pour l'exercice d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.08.22 au 31.07.23

L'annexe ci-après fait partie intégrante des comptes annuels établis par la Présidente de l'OGEC.

### 1 Description de l'activité et des moyens de l'entité

#### 1.1 Objet social

L'association a pour objet, d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du collège et lycée privé SAINTE URSULE à luçon dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### 1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'OGEC est une association d'enseignement privé assurant la gestion  
du collège : contrat n°80 du 29/01/69 et avenant n°46 du 17/02/23  
du lycée : contrat n°13 du 29/01/69 et avenant n°55 du 07/03/23

Effectifs	2021/2022	1079 Dont Dp	942
	2022/2023	1080 Dont Dp	970

Les activités principales de l'association sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : collège Enseignement secondaire : lycée	Restauration scolaire Etude surveillée

#### 1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- personnel enseignant mis à disposition par l'Etat
- personnel salarié OGEC : 30
- locaux scolaire : Batiment Sainte Ursule APECAV et SCI



## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

	<u>Durée</u>	<u>Mode d'amortissement</u>
Grosses réparations à amortir	20 - 10 - 5 - 1 ans	Linéaire
Agencements des terrains	10 ans	Linéaire
Constructions	30 - 20 - 15 - 10 ans	Linéaire
Matériel et outillage	15 - 10 - 7 - 5 - 4 - 3 - 1 ans	Linéaire
Mobilier et matériel scolaire	10 - 5 - 4 - 3 - 1 ans	Linéaire
Mobilier et matériel restaurant et hébergement	15 - 10 - 8 - 5 - 3 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier et matériel de bureau informatique	15 - 5 - 3 - 2 - 1 ans	Linéaire

### **Participations, autres titres immobilisés, valeur mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Subventions d'investissement**

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints.

### **Engagements de retraite**

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode rétrospective en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'association, et d'une actualisation financière.

Le montant des droits acquis au 31/07/2023 s'élève à 58 239. €.

Le solde de l'engagement fait l'objet d'une reprise de provision pour 4 293 €.

### **Notes sur le compte de résultat**

#### **1) Information sur les cotisations - contributions**

Les contributions sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois si l'OGEF peut justifier d'un droit d'égir en recouvrement, généré par un appel, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

#### **2) Information sur les concours publics et les subventions**

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint dans l'annexe.

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

# ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Désignation	Au début de l'exercice	de l'exercice (en +)	Transfert compte à compte	Cessions (en -)	TOTAL
Immobilisations incorporelles	44 724				44 724
Immobilisations corporelles	14 954 776	477 973	45 763	2 013	15 476 498
Immobilisations corporelles en cours	45 763	3 516	-45 763		3 516
Immobilisations financières	41 431			1 861	39 570
	15 086 693	481 489	0	3 874	15 564 308

## TABEAU DES AMORTISSEMENTS

ok

Désignation	Au début de l'exercice	de l'exercice (en +)	Cessions (en -)	TOTAL
Immobilisations incorporelles et corporelles	7 478 729	631 202	2 013	8 107 918
	7 478 729	631 202	2 013	8 107 918

**Tableau des fonds associatifs**

	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires	-18 136			-18 136
Subventions investissements sans droit de reprise	0			0
Legs ou donations	42 938	1 340		44 278
<b>TOTAL FONDS SANS DROIT DE REPRISE</b>	<b>24 802</b>	<b>1 340</b>	<b>0</b>	<b>26 142</b>
Subventions investissements avec droit de reprise	0		0	0
<b>TOTAL FONDS AVEC DROIT DE REPRISE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Réserves	0			0
Report à nouveau	2 978 696	80 634		3 059 330
Résultat de l'exercice	80 634	14 649	-80 634	14 649
Subventions investissements amortissables nettes	776 740	73 630		850 370
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 860 872</b>	<b>170 254</b>	<b>-80 634</b>	<b>3 950 492</b>



## MOUVEMENTS DES SUBVENTIONS

	Valeur brute des subventions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des subventions à la fin de l'exercice
Subvention Conseil Régional	272 992	101 808	17 000	357 800
Subvention Conseil Général	322 467	119 828		442 295
Autres subventions	0			0
Subventions LEPTA	201 735		15 610	186 125
Subvention DRAC	25 926			25 926
Subvention Conseil Régional avec droit de reprise	898 120			898 120
Subvention Conseil départemental avec droit de reprise	1 077 860			1 077 860
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 799 100</b>	<b>221 636</b>	<b>32 610</b>	<b>2 988 126</b>

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS

	Montant des amortissements au début de l'exercice	Changement réglementation comptable	Augmentations	Diminutions	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Subvention Conseil Régional	46 813		30 316	17 000	60 129
Subvention Conseil Général	31 124		36 838		67 962
Autres subventions	0				0
Subventions LEPTA	104 960		28 708	15 610	118 058
Subvention DRAC	3 049		1 078		4 127
Subvention Conseil Régional avec droit de reprise	849 914		24 959		874 873
Subvention Conseil départemental avec droit de reprise	986 499		26 107		1 012 606
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 022 359</b>	<b>0</b>	<b>148 006</b>	<b>32 610</b>	<b>2 137 755</b>

**MOUVEMENTS DES PROVISIONS**

	Montant des provisions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant des provisions à la fin de l'exercice
Indemnité départ à la retraite	62 532	3 008	7 302	58 238
Provision pour Précarité	3 366	1 208	3 366	1 208
Créances clients	5 347	2 988	3 417	4 918
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>71 245</b>	<b>7 204</b>	<b>14 085</b>	<b>64 364</b>

Tableau des fonds associatifs

	Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
731	Aides à l'emploi	9 375	8 671
732	Aides au développement des compétences		
733	Financement par la taxe d'apprentissage des		
734	Financement des formations par apprentissage, divers		
735	Forfaits d'externat		
7351	dont forfait Etat	554 409	536 664
7352	dont forfait Région	306 063	271 057
7353	dont forfait Département	415 788	407 184
7354	dont forfait Communes et groupements de communes		
736	Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
737	Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
738	Autres concours publics		
73	<b>Sous-total concours publics</b>	<b>1 285 635</b>	<b>1 223 576</b>
741	Subventions Etat	0	0
742	Subventions Région		
743	Subventions Département		
744	Subventions Communes et groupements de communes		
748	Autres subventions d'exploitation		
7483	dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus + ...)		
7488	dont autres subventions	4 246	8 111
-749	Report de subventions		
74	<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>4 246</b>	<b>8 111</b>
73+74	<b>Total concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>1 289 881</b>	<b>1 231 687</b>



ÉTAT DES CRÉANCES			
	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2) (3)	39 272		39 272
Autres immobilisations financières	298		298
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>39 570</b>		<b>39 570</b>
Avances et acomptes versés			
Clients	-7 946	-7 946	
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Etat et autres collectivités publiques			
Groupe et associés (2)	89 717	89 717	
Débiteurs divers			
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>81 771</b>	<b>81 771</b>	
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>37 209</b>	<b>37 209</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>158 550</b>	<b>118 980</b>	<b>39 570</b>
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	1 861		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			
(3) Dont prêts participatifs			

ÉTAT DES DETTES					
	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Dettes garanties par des sûretés réelles
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 272 287	397 433	1 544 503	2 330 351	
Emprunts et dettes financières divers					
Familiales : avances reçues	99 668	99 668			
Fournisseurs et comptes rattachés					
Personnel et comptes rattachés	82 775	82 775			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices	3 409	3 409			
Taxe sur les salaires					
Obligations cautionnées	1 669	1 669			
Autres impôts, taxes et assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	77 656	77 656			
Groupes et associés (2)					
Autres dettes					
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>4 537 464</b>	<b>662 610</b>	<b>1 544 503</b>	<b>2 330 351</b>	
Produits constatés d'avance	158 317	158 317			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 695 781</b>	<b>820 927</b>	<b>1 544 503</b>	<b>2 330 351</b>	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice	393 854				
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés (personnes physiques)					
(3) Emprunts participatifs					

CHARGES A PAYER			
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant déductible	Montant non déductible	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 056		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 600		
Dettes fiscales et sociales			
Autres dettes			
TOTAL	77 656		

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
	Charges	Produits	
	37 209	158 317	
TOTAL	37 209	158 317	

PRODUITS A RECEVOIR			
			Montant
			89 169
			548
TOTAL			89 717

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

ORGANISME PRETEUR	Date d'octroi	Montant initial	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE		
			TOTAL	à plus d'un an	à moins d'un an
Société générale - Bâtiment 4è/3è - Garantie APECAV 0,95% - 15 ans	2017	1 700 000	1 044 098	927 964	116 134
Société générale - Bâtiment 4è/3è - Garantie APECAV 0,85% - 10 ans	2017	600 000	242 644	178 692	63 951
Caisse Epargne - Batiment maintenance + laverie + atelier - Garantie APECAV 1,27% - 15 ans	2018	500 000	333 333	300 000	33 333
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,49 % - 17 ans	2019	750 000	719 967	712 887	7 080
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,35 % - 12 ans	2019	500 000	459 747	450 295	9 452
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,03 % - 7 ans	2019	600 000	226 479	139 523	86 956
Caisse épargne - Extension Gymnase et réhabilitation - Garantie APECAV 1,04 % - 17 ans	2020	1 000 000	872 982	817 595	55 387
Société Générale - Ascenseur Lycée et local poubelles - Garantie APECAV 0,98 % - 15 ans	2022	400 000	373 039	347 896	25 143
<b>TOTAL</b>			<b>4 272 289</b>	<b>3 874 852</b>	<b>397 436</b>